



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 393

Texte de la question

ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Fourneyron, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Valérie Fourneyron. Monsieur le Premier ministre, les 9 et 16 mars derniers, à l'occasion des élections municipales et cantonales, les Français se sont exprimés par la voie des urnes. En choisissant de porter aux responsabilités des villes et départements de France une majorité de candidates et candidats de gauche, ils ont adressé un message clair au Gouvernement et aux élus.

Durant ces mois de campagne, qu'avons-nous entendu ? Que nous ont dit les Françaises et les Français ? Qu'ils regrettent que les promesses du " Président du pouvoir d'achat " n'aient pas été tenues sur la revalorisation du minimum vieillesse, des pensions de réversion, sur les coups de pouce aux revenus modestes ; qu'ils désapprouvent l'instauration des franchises médicales, dont ils condamnent le principe injuste (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) ; qu'ils ont toujours autant de difficultés à trouver un travail ou un logement, et que les réformes conduites sont loin d'avoir répondu à leurs priorités. (*Mêmes mouvements.*)

Les Français se sont aussi exprimés sur la méthode, sur ce pilotage à vue qui vous caractérise. Ils déplorent l'absence de concertation et la brutalité des réformes.

L'écoute a été au coeur de nos campagnes électorales, l'écoute est la première demande des Français. Vous ne pouvez pas rester sourd à cette réalité et votre méthode de Gouvernement doit évoluer.

Après des élections qui, de l'aveu même du président du groupe UMP, constituent une véritable défaite pour la droite, écouterez-vous aujourd'hui ce que vous disent les Françaises et les Français ? Ce n'est pas le remaniement ministériel " aspirine " que vous avez entrepris il y a quelques jours (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) qui peut faire office de réponse à leur attente.

Les Français ont également adressé un message à tous les élus et à ceux de gauche en particulier. Ils nous ont fait confiance pour nous élever contre les mesures injustes, les réformes précipitées, une politique internationale dont on cherche vainement la ligne directrice. Nous continuerons à vous proposer des mesures concrètes, comme nous l'avons fait depuis le début de cette législature.

M. le président. Veuillez poser votre question !

Mme Valérie Fourneyron. Mais jusqu'à présent, vous ne nous avez pas plus écoutés que les Français.

Monsieur le Premier ministre, quelle réponse allez-vous apporter aux Français qui, dans les urnes et non dans les sondages, vous ont interpellé ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur quelques bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. Mes chers collègues, je vous invite à être attentifs et moins bruyants. Personne n'entend correctement les questions. La confusion des débats ne rehausse pas l'image de l'Assemblée.

La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Madame la députée, parmi les chiffres qui se succèdent, nous ne retenons que les mauvais, s'il y en a. Je souhaite les regarder tous, donc aussi lorsqu'ils sont bons. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Vous nous reprochez de ne pas écouter, écoutez-moi donc ! C'est sur la réalité des chiffres que l'on juge la réussite

d'une politique économique.

La crise financière qui vient des États-Unis est grave. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Elle entraîne un ralentissement de l'économie américaine qui, selon l'OCDE, connaîtrait aux premier et second trimestre 2008 une croissance d'abord nulle, puis de 0,1 %. Toujours selon l'OCDE, ces chiffres seraient respectivement de 0,5 % et 0,4 % pour l'Union européenne. La France n'est pas dans la situation des États-Unis, parce que vous avez voté cet été des mesures qui permettent d'amortir largement la crise et que notre système bancaire et financier est solide. Les prévisions pour notre pays sont de 0,4 % et 0,3 %. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Alain Néri. Alors tout va bien !

Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Si l'on y ajoute l'acquis de croissance des troisième et quatrième trimestres 2007, nous sommes déjà à 1,4 %.

Comptez sur nous pour accélérer le programme. Le Premier ministre l'a indiqué tout à l'heure : nous allons poursuivre dans la voie de la modernisation de notre économie, pour permettre la libération de la croissance, dans un régime convenablement régulé, un régime de mesure et de liberté. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Fourneyron](#)

Circonscription : Seine-Maritime (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 393

Rubrique : État

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 2008